

FICHES THÉMATIQUES

Structures industrielles

7.A Les groupes industriels internationaux et français

Les groupes industriels français en bonne position sur l'échiquier mondial

En 2005, les groupes* français sont bien implantés dans le monde.

Parmi les 1 000 premiers groupes industriels internationaux, 43 sont français et ils réalisent 770 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2005. Ils se situent en quatrième position, derrière les groupes américains (4 630 milliards de dollars), japonais (2 061 milliards de dollars) et allemands (947 milliards de dollars) et devancent les groupes britanniques (728 milliards de dollars), pourtant soutenus par une livre sterling toujours forte. Les pays de grande tradition financière comme les États-Unis, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne restent parmi les mieux représentés dans la tête du classement. Cependant, les groupes de certains pays émergents comme la Chine, la Russie ou le Brésil occupent une place de plus en plus importante dans cette liste (surtout dans l'industrie pétrolière).

De plus, les groupes français se placent souvent parmi les leaders dans de nombreux secteurs industriels : Total Fina Elf dans l'industrie pétrolière, Peugeot et Renault dans l'automobile, Sanofi-Aventis dans la pharmacie, Michelin dans les pneumatiques, Dior, L'Oréal et LVMH dans la parfumerie et les industries du luxe, EADS dans la construction aéronautique, Air liquide dans l'industrie des gaz ...

Classés en fonction de leur chiffre d'affaires, les grands groupes pétroliers prédominent en 2005 en raison de la hausse du prix du pétrole et des profits qui ont accru leur capacité de croissance externe. Cependant, les grandes firmes automobiles suivent rapidement derrière, talonnées par les grands groupes de l'électronique grand public et par toutes les industries

nécessitant la mise en œuvre de capitaux importants (chimie, boissons, pneumatiques...).

Performantes, les filiales industrielles des groupes internationaux français...

En 2003, 14 % des entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière en France appartenaient à un groupe français internationalisé (c'est-à-dire dont l'entreprise « tête de groupe » est en France et contrôle des sociétés dans plus d'un pays). Avec 40 % de la valeur ajoutée de l'industrie, ces filiales se placent dans les secteurs prédominants de l'industrie française comme la construction aéronautique, l'automobile, les équipements électriques et mécaniques...

L'ouverture sur l'étranger de ces groupes français, via leurs filiales industrielles, s'accompagne d'un bon niveau de leurs performances industrielles en France, que ce soit en termes de productivité du travail, de taux de marge, de structure de qualification de la main-d'œuvre ou de rémunération par tête (figure 3).

... particulièrement dynamiques sur les marchés internationaux

En France, les filiales de ces groupes réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires à l'export (contre 41 % pour les filiales françaises de groupes étrangers). Les groupes français internationalisés s'organisent autour d'une véritable stratégie internationale. Leurs filiales industrielles sont proches de la tête de groupe et donc directement associées à sa stratégie d'ensemble. Il s'agit principalement de conquérir les marchés extérieurs en y diffusant les biens produits via des filiales commerciales ou de services : 70 % des exportations des filiales industrielles vers des entreprises du même groupe français sont destinées à être revendues en l'état. ■

Pour en savoir plus

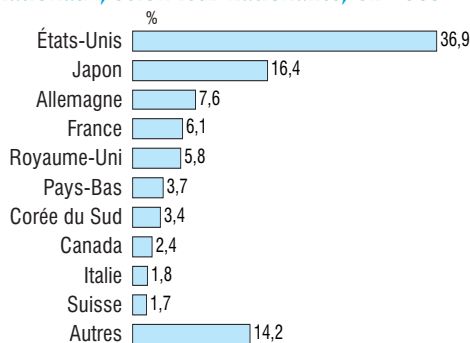
- * Voir « Définitions » en annexe.
- « L'industrie en France », *Chiffres clés*, Sessi, juin 2006.
<http://www.industrie.gouv.fr/sessi/>
- « The world's largest 1000 manufacturing companies », *Industry Week*, juin 2006 (depuis dix ans, le magazine américain publie le classement des 1 000 premiers groupes industriels mondiaux, y compris énergie et IAA).
<http://www.industryweek.com/section.aspx?sectionid=40>
- « Fortune Global 500 », *Fortune*, juillet 2006.
<http://www.fortune.com/fortune500>
- Kremp E. et Chanut J.-M., « Pas de frontières pour les groupes performants », *Le 4 Pages*, Sessi, avril 2006, n°216.
<http://www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/4pages/pdf/4p216.pdf>

1 - Les 40 premiers groupes industriels mondiaux et français classés selon le chiffre d'affaires

Groupes mondiaux			Groupes français		
Rang 2005 (réf. 2004)	CA, en G\$ (réf. 2004)	Raison sociale - Pays	Rang 2005 (réf. 2004)	CA, en G\$ (réf. 2004)	Raison sociale
01 (02)	363 (293)	Exxon Mobil Corp. - USA	11 (08)	145 (145)	TOTAL SA
02 (01)	307 (338)	Royal Dutch Shell PLC - Pays-Bas	29 (22)	67 (68)	Peugeot SA
03 (03)	255 (285)	BP PLC - Grande-Bretagne	36 (29)	58 (56)	France Telecom
04 (09)	194 (153)	Chevron Corp. - USA	49 (41)	49 (48)	Renault SA
05 (04)	193 (194)	General Motors Corp. - USA	58 (52)	42 (38)	Compagnie de Saint-Gobain
06 (11)	180 (135)	ConocoPhillips - USA	59 (58)	41 (38)	EADS NV
07 (05)	178 (169)	DaimlerChrysler AG - Allemagne	78 (123)	32 (18)	Sanofi-Aventis
08 (06)	177 (172)	Ford Motor Co. - USA	110 (81)	23 (25)	Vivendi SA
09 (07)	157 (147)	Toyota Motor Corp. - Japon	142 (138)	19 (17)	Lafarge SA
10 (10)	150 (152)	General Electric Co. - USA	147 (118)	18 (19)	Cie Générale des Établ. Michelin
11 (08)	145 (145)	TOTAL SA - France	155 (162)	17 (16)	Christian Dior SA
12 (12)	118 (111)	Volkswagen AG - Allemagne	156 (132)	17 (16)	L'Oréal SA
13 (21)	102 (77)	Chine Petroleum & Chemical Corp. - Chine	161 (157)	16 (15)	LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SA
14 (15)	98 (90)	Altria Group Inc. - USA	166 (113)	16 (20)	Alstom
15 (14)	91 (96)	IBM Corp.Computers And Other Electronic Prod.- USA	173 (165)	16 (15)	Alcatel
16 (13)	89 (89)	Siemens AG - Allemagne	176 (145)	15 (16)	Groupe Danone
17 (17)	88 (71)	ENI SpA - Italie	177 (140)	15 (17)	Lagardère Groupe SCA
18 (18)	87 (80)	Hewlett-Packard Co. - USA	205 (185)	14 (12)	Schneider Electric SA
19 (34)	82 (55)	Valero Energy Corp. - USA	211 (192)	13 (12,7)	Faurecia
20 (30)	80 (81)	Samsung Electronics Co. Ltd. - Corée du Sud	226 (207)	12 (11,1)	Air Liquide
21 (16)	77 (73)	Hitachi Ltd. - Japon	233 (189)	12 (12,2)	Thalès
22 (26)	75 (71)	Verizon Communications Inc. - USA	240 (206)	12 (11,2)	Valéo SA
23 (24)	74 (63)	Matsushita Electric Industrial Co. Ltd. - Japon	254 (253)	11 (9,3)	Eso SAF
24 (19)	73 (69)	Honda Motor Co. Ltd. - Japon	272 (489)	10 (4,5)	Safran SA
25 (25)	73 (63)	Nissan Motor Co. Ltd. - Japon	395 (231)	6,7 (9,4)	Thomson
26 (27)	70 (61)	E.ON AG - Allemagne	411 (375)	6,4 (6,1)	Technip
27 (20)	69 (66)	Nestlé SA - Suisse	439 (365)	6,0 (6,2)	Rhodia
28 (48)	68 (48)	PetroChina Co. Ltd. - Chine	445 (407)	5,9 (5,4)	Bolloré SA
29 (22)	67 (68)	Peugeot SA - France	511 (435)	5,1 (5,1)	Sequana Capital
30 (44)	63 (50)	Marathon Oil Corp. - USA	512 (680)	5,1 (3,8)	Vallourec Group SA
31 (23)	61 (64)	Sony Corp. - Japon	529 (472)	4,9 (4,6)	Nexans SA
32 (42)	60 (48)	Repsol-YPF SA - Espagne	588 (NA)	4,3 (1,6)	Ciments Français
33 (59)	58 (46)	Petroleo Brasileiro SA - Brésil	591 (525)	4,2 (5,7)	Permod-Ricard SA
34 (51)	58 (53)	Hyundai Motor Co. - Corée du Sud	605 (498)	4,1 (4,3)	Dassault Aviation SA
35 (43)	58 (45)	Statoil ASA - Norvège	616 (458)	4,0 (5,0)	Bongrain SA
36 (29)	58 (56)	France Telecom - France	658 (603)	3,6 (3,5)	Imerys SA
37 (39)	57 (51)	Procter & Gamble Co. - USA	710 (778)	3,3 (3,1)	Eramet SA
38 (11)	56 (34)	Lukoil Oil Co. - Russie	772 (NA)	2,9 (2,6)	Essilor International SA
39 (46)	56 (49)	Dell Inc. - USA	805 (707)	2,7 (2,8)	SEB SA
40 (31)	56 (53)	Bayerische Motoren Werke AG - Allemagne	860 (851)	2,4 (2,1)	Compagnie Plastic Omnium

Source : Industry Week, juin 2006.

2 - Chiffre d'affaires des grands groupes internationaux, selon leur nationalité, en 2005



Source : Industry Week, juin 2006.

3 - Productivité et taux de marge des entreprises selon l'appartenance à un groupe

	Productivité du travail (k€)	Taux de marge (%)
Entreprises hors groupe		
non exportatrices	44	17
exportatrices	48	20
Groupes nationaux		
non exportateurs	46	21
exportateurs	48	22
Groupes français internationalisés		
de moins de 500 personnes	53	24
de 500 personnes ou plus	65	21
Groupes étrangers		
de moins de 500 personnes	58	24
de 500 personnes ou plus	70	29

Sources : Sessi - EAE 2003, Insee - LIFI-Diane.

7.B Les filiales industrielles de groupes en France

Les groupes : des acteurs prépondérants dans l'industrie en France

Début 2004, 60 % des entreprises industrielles de 20 salariés et plus appartenaient à un groupe*. Leur poids économique est très important : ces 7400 groupes concentrent 84 % des effectifs salariés, réalisent 90 % du chiffre d'affaires et produisent 87 % de la valeur ajoutée. Dans chacun des quatorze secteurs industriels, les filiales de groupes réalisent au minimum les trois quarts de la valeur ajoutée.

Une montée en puissance de l'organisation en groupe

En dix ans, l'économie française a connu une montée en puissance de l'organisation en groupe. Les critères et les objectifs de ce phénomène sont divers : ils visent à la fois des aspects d'efficacité de l'organisation des processus de production et des considérations de nature financière et fiscale.

Trois quarts des entreprises de ces groupes ont une tête de groupe* française, un quart appartiennent à un groupe étranger. L'organisation en groupe permet aux entreprises de coopérer pour une production optimisée. Les échanges intragroupe apportent une meilleure maîtrise des stratégies de marque, de la qualité des produits proposés... Les entreprises membres d'un même groupe travaillent ensemble sur la commercialisation, les services auxiliaires ou encore la recherche et développement.

Entre 1994 et 2004, la concentration industrielle a évolué dans le sens d'un renforcement du poids des groupes. Leur pénétration a été la plus importante dans les secteurs où ils pesaient le moins, dix ans auparavant. Dans ceux où ils étaient déjà très présents, leur poids n'a fait que se renforcer. Cependant, depuis deux ans, le poids de ces groupes se stabilise à un niveau très élevé.

Des microgroupes majoritairement

Début 2004, une entreprise appartenant à un groupe emploie en moyenne 193 salariés (contre moins de 50 salariés pour les entreprises hors groupe). Ces filiales industrielles appartiennent essentiellement à des microgroupes (moins de 500 salariés). Le nombre des microgroupes a augmenté au cours des années 1990-2000.

Dans certains secteurs, les entreprises des groupes sont de plus grande taille : la pharmacie, la parfumerie, les produits d'entretien, la construction navale, aéronautique et ferroviaire, l'industrie des composants électriques et électroniques et le secteur automobile. Les entreprises industrielles qui appartiennent aux groupes automobiles comptent, en moyenne, 560 salariés. Ces grands groupes sont fortement présents dans les activités capitalistiques et de haute technologie.

Au-delà de 500 salariés les entreprises appartiennent quasiment toutes à des groupes.

Des groupes largement tournés vers l'extérieur

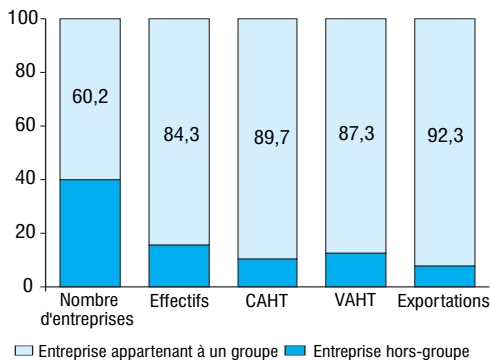
En France, les groupes exercent une influence décisive sur l'internationalisation des entreprises : les filiales industrielles des groupes réalisent 92 % du chiffre d'affaires total de l'industrie à l'exportation. C'est d'ailleurs dans les secteurs les plus internationalisés que les relations interentreprises sont les plus fréquentes. Elles sont quasi systématiques dans la pharmacie, la parfumerie, l'automobile ou encore la fabrication d'équipements électriques et électroniques. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- Lezec F. et Montagnier P., « La concentration des groupes, au centre des évolutions des secteurs de l'industrie », *Le 4 Pages*, Sessi, n°219, avril 2006. <http://www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/4pages/pdf/4p219.pdf>
- Guannel B. et Plateau C., « Les échanges au sein des groupes industriels », *Le 4 Pages*, Sessi, n°186, janvier 2004. <http://www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/4pages/pdf/4p186.pdf> et
- Informations détaillées sur les entreprises implantées en France en 2003 : <http://www.industrie.gouv.fr/observat/chiffres/sessi/enquetes/ief06.htm>

1 - Poids des groupes dans l'industrie

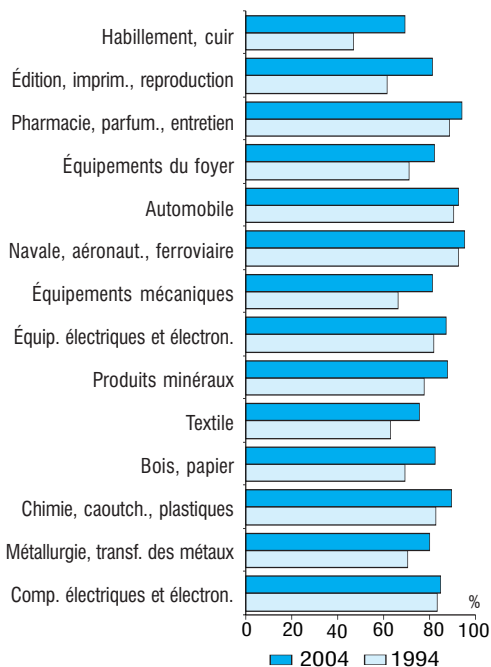
en %, au 1^{er} janvier 2004



Champ : entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière (hors IAA).

Sources : Sessi - EAE 2004, Insee - Lifi* Diane 2004.

4 - Poids des groupes en effectifs



Champ : industrie manufacturière (hors IAA).

Sources : Sessi - EAE 2004, Insee - Lifi Diane 2004.

2 - Poids des groupes par secteur

en %, au 1^{er} janvier 2004

entreprises de 20 salariés et plus

	Nombre	Effectifs	CAHT	VAHT	Exportations
Biens de consommation	57,4	83,7	91,8	89,2	94,3
Industrie automobile	64,2	92,5	94,5	94,5	97,9
Biens d'équipement	57,9	80,7	84,0	82,7	84,7
Biens intermédiaires	62,4	84,6	89,4	86,7	92,2

Champ : industrie manufacturière (hors IAA).

Sources : Sessi - EAE 2004, Insee - Lifi Diane 2004.

3 - Entreprises appartenant à un groupe selon la taille du groupe

en %

entreprises de 20 salariés et plus

au 1 ^{er} janvier 2004	Microgroupe (< 500 salariés)	Petit groupe (500 - 2 000 salariés)	Groupe moyen (2 000 - 10 000 salariés)	Grand groupe (> 10 000 salariés)
Biens de consommation	66,7	16,0	10,7	6,6
Industrie automobile	52,9	21,3	17,2	8,6
Biens d'équipement	69,6	14,3	8,4	7,8
Biens intermédiaires	66,2	17,5	9,8	6,5
Industrie manufacturière (hors IAA)	66,7	16,5	9,9	6,9

Champ : industrie manufacturière (hors IAA).

Sources : Sessi - EAE 2004, Insee - Lifi Diane 2004.

7.C Les entreprises médianes

La mondialisation se traduit par un renforcement de la concurrence qui oblige les entreprises à plus de compétitivité, tant sur le plan national que mondial. Les entreprises médianes (250 à 1 999 salariés) apparaissent particulièrement aptes à répondre à ce challenge. Alliant la réactivité à une masse critique suffisante pour investir dans la recherche-développement et l'innovation, elles ont la capacité de prospecter les marchés internationaux et d'y assurer des implantations industrielles ou commerciales.

Les entreprises médianes représentent environ un tiers de l'activité manufacturière en France

Les entreprises médianes forment une catégorie intermédiaire entre les PMI (20 - 249 salariés) et les grandes entreprises. En France, les 1 866 entreprises médianes répertoriées en 2003 dans l'industrie manufacturière (hors IAA) représentent 30 % de l'effectif total occupé, 34 % du chiffre d'affaires et 36 % des exportations.

Seulement 4 % des entreprises médianes n'appartiennent pas à un groupe. La plupart sont intégrées à des groupes, soit français (49 %), soit étrangers (47 %), qui peuvent être de taille relativement modeste. Ainsi, en 2003, 171 entreprises médianes appartenaient à des groupes français employant moins de 500 personnes en France et plus de 200 autres dépendaient de groupes français employant de 500 à 1 999 personnes.

Le taux d'exportation croît avec la taille des entreprises

Pour une entreprise de l'industrie manufacturière, la probabilité d'exporter dépend, en premier lieu, de sa taille. Le secteur auquel elle appartient influe aussi, mais essentiellement au niveau des grandes et moyennes entreprises, pour lesquelles le fait de ne pas appartenir à un groupe limiterait la capacité d'exporter.

Pour les entreprises les plus petites, la taille est un facteur discriminant en matière de décision d'exporter. Le taux d'exportation rapporté au chiffre d'affaires des entreprises manufacturières de 0 à 19 salariés s'élève à 7 % seulement en moyenne. Au-delà, le taux d'exportation croît en corrélation avec la taille de l'entreprise. Les entreprises médianes exportent en moyenne près de 40 % de leur chiffre d'affaires en 2003, un taux un peu inférieur à celui des grandes entreprises.

Les entreprises médianes sont beaucoup moins nombreuses en France qu'en Allemagne

Bien que disposant d'un effectif total d'entreprises manufacturières assez nettement supérieur à celui de l'Allemagne, la France ne compte que 1 800 entreprises dans la tranche 250 - 999 salariés, contre 3 400 en Allemagne. Au-delà de 999 salariés, le rapport est encore moins favorable à la France.

Cette forte différence de structure de l'appareil productif avec l'Allemagne pourrait expliquer pour partie la meilleure réussite à l'exportation de ce pays. La concentration des moyens dans des unités industrielles mieux dimensionnées pour une approche mondiale du marché constitue un atout sur ce plan.

L'insuffisance de croissance des PME françaises semble constituer un handicap majeur pour en amener un nombre suffisant à la taille critique leur permettant de développer une approche mondiale de leur marché et d'innover.

Pour y remédier, les pouvoirs publics vont mettre en place un ensemble de mesures destinées à soutenir l'essor de 2 000 « gazelles » (PME dont le chiffre d'affaires progresse de plus d'un tiers pendant deux années consécutives). Ces mesures visent aussi à réduire le coût des formalités administratives pour les entreprises et à assurer un certain niveau de commandes publiques aux PME. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- « Une stratégie PME pour la France », *Analyse économique*, n°3, 2006, Conseil d'analyses économiques.
- « Une analyse de l'évolution récente du commerce extérieur français », *Analyse économique*, n°4, 2006, Conseil d'analyses économiques.

1 - Poids des entreprises médianes dans l'industrie manufacturière (hors IAA) en France

Tranches d'effectif	Très petites entreprises	PMI	Entreprises médianes			Total médianes	Grandes entreprises
	0-19*	20-249	250-499	500-999	1 000-1 999	250-1 999	2 000 et plus
Nombre d'entreprises	146 000	18 748	1 086	553	227	1 866	143
Effectif occupé (en milliers)	559	1 124	366	365	298	1 029	747
Effectif occupé (en % du total)	16,2	32,5	10,6	10,6	8,6	29,7	21,6
Ch. d'affaires H.T. (G€)	52,2	158,7	64,7	79,7	71,9	216,3	209,8
Ch. d'affaires H.T. (en % du total)	8,1	24,9	10,2	12,5	11,3	34,0	33,0
CAHT par employé (k€)	93,4	141,2	176,8	218,4	241,3	210,2	280,9
Valeur ajoutée H.T.(G€)	n.d.	51,6	19,5	22,3	21,0	62,8	50,2
VAHT par employé (k€)	n.d.	45,9	53,3	61,1	70,5	61,0	67,2
Exportations (M€)	3,7	37,0	22,7	30,8	31,4	84,9	108,5
Exportations (en % du CA)	7,0	23,3	35,1	38,7	43,7	39,3	51,8

*EPEI 2001.

Sources : Sessi - EAE 2003, Enquête sur les petites entreprises industrielles (EPEI) 2001.

2 - Entreprises médianes (250 - 1 999 salariés) selon leur statut en 2003

Statut des entreprises	Entreprises hors groupe	Groupes français	Groupes étrangers
en nombre	76	910	880
%	4,1	48,8	47,1
en effectif (en milliers)	24	565	441
%	2,3	54,9	42,8
en chiffre d'affaires (G€)	3	118,5	95
%	1,4	54,7	43,9

Source : estimations Sessi, à partir EAE 2003, Lifi-Diane.

3 - Poids des entreprises médianes (250 - 999 salariés) selon le pays en 2003

	Allemagne	Royaume-Uni	France	Espagne	Italie
Nombre d'entreprises (en milliers)	201	159	260	220	534
de 0 à 249 salariés (%)	97,9	98,7	99,2	99,5	99,7
de 250 à 999 salariés (%)	1,7	1,1	0,7	0,4	0,2
1 000 salariés et plus (%)	0,4	0,2	0,1	0,1	0,0
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	1 490	646	981	424	806
de 0 à 249 salariés (%)	28,2	38,2	40,2	52,4	61,2
de 250 à 999 salariés (%)	23,0	27,6	20,8	21,9	14,9
1 000 salariés et plus (%)	48,9	34,2	39,0	25,7	23,9
Nombre de salariés (en milliers)	7 122	3 421	3 855	2 473	3 981
de 0 à 249 salariés (%)	44,6	54,2	52,0	72,5	73,4
de 250 à 999 salariés (%)	21,7	24,1	21,5	15,2	12,5
1 000 salariés et plus (%)	33,7	21,6	26,5	12,3	14,1
Nombre de salariés en R & D (en milliers)	290		134		
de 0 à 249 salariés	38		19		
de 250 à 999 salariés	42		22		
1 000 salariés et plus	210		93		

Champ : industrie manufacturière y compris IAA.

Source : Eurostat.

Le poids des PMI dans l'industrie se stabilise

À partir du milieu des années soixante-dix, la contribution à l'industrie des PMI* s'est renforcée ; elle s'est poursuivie durant la décennie quatre-vingt, dans un contexte favorable au dynamisme des petites structures, où plusieurs facteurs se conjuguent. À la diminution générale des emplois industriels s'ajoutaient l'externalisation ou la filialisation opérées par les grandes entreprises. En revanche, le poids des PMI s'est légèrement effrité durant la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, la croissance ayant alors surtout bénéficié aux grandes entreprises. Elles dominent en effet les secteurs industriels auxquels s'adresse une forte demande, durant cette période : construction automobile, constructions aéronautique et navale, équipements électroniques avec la percée des technologies de l'information, industrie pharmaceutique, parfumerie... De ce fait, si les PMI dans l'industrie représentent toujours en 2004 près de 90 % des entreprises et 40 % des emplois industriels, elles ne contribuent qu'au quart du chiffre d'affaires et des investissements. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, ces contributions se stabilisent néanmoins, à l'exception de celle des investissements, qui croît légèrement.

La moitié des PMI sont dans les biens intermédiaires

En France, la moitié des PMI produisent des biens intermédiaires (figure 2), activités où leur poids a tendance à s'accroître, notamment dans la chimie et le textile. Ce poids reste relativement stable dans les biens d'équipement depuis le début de la décennie.

Il baisse dans les biens de consommation en raison des restructurations dans la pharmacie et la parfumerie, de nombreuses défaillances dans l'ameublement et du renforcement du rôle des donneurs d'ordres dans l'habillement.

Le crédit-bail, outil privilégié des PMI

En 2004, le taux d'investissement* des petites et moyennes industries est de 9,3 %. En 2005 on noterait un léger rebond de ces investissements corporels mais après un recul accentué dans les PMI. Le manque de fermeté de la demande adressée aux PMI a été le principal frein à leurs investissements au cours des dernières années. Elles ont, de plus, certaines difficultés à les financer : taux d'intérêt plus élevés que pour les grandes, manque de garanties pour la couverture des risques. Aussi se tournent-elles fréquemment vers un outil de financement qui leur est particulièrement adapté, le crédit-bail : 91 % des entreprises industrielles qui ont conclu de nouveaux contrats de crédit-bail en 2004 sont des PMI, pour un total de 702 milliards d'euros.

Près de la moitié des PMI vendent à l'étranger

En France, les exportations sont dominées par les grandes entreprises industrielles (de 250 salariés et plus). Les PMI réalisent cependant 16 % des exportations, en valeur. Près de 50 % des entreprises industrielles de 20 à 249 salariés sont exportatrices (79 % pour les grandes entreprises) et les contrats qu'elles ont signés à l'étranger en 2004 s'élèvent à 38,7 milliards d'euros. Au total, 40 % du chiffre d'affaires annuel des PMI exportatrices provient de ventes à l'étranger. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- « L'industrie en quelques chiffres », *En bref*, Sessi, 2006. http://www.industrie.gouv.fr/observat/chiffres/chiffres/indus_qqchiffres.pdf
- Loiseau H. : « Des groupes de la taille d'une PME », *Insee Première*, n° 764, mars 2001. http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP764.pdf
- Ballet B. et Mauguin J. : « Les petites entreprises industrielles », *Insee Première*, n° 914, juillet 2003. http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP914.pdf
- « Les petites entreprises industrielle », *Insee Résultats*, n°10 Eco, septembre 2003. http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ireco010.pdf
- « L'industrie en France », *Chiffres clés*, Sessi, juin 2006. http://www.industrie.gouv.fr/observat/chiffres/panorama/pdf/if_2006.pdf

1 - Principales grandeurs des entreprises industrielles en 2004

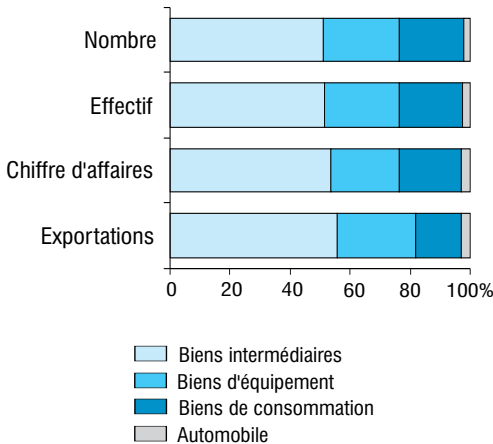
	Nombre de salariés				Ensemble *
	20 à 249	250 et plus	20 à 499	500 et plus	
Nombre d'entreprises	17 981	1 876	19 020	837	20 413
Effectifs en milliers	1 093	1 659	1 453	1 300	2 813
CAHT	G€ 163,1	428,9	232,3	359,7	620,6
Exportations/CAHT	% 23,7	46,2	27,6	48,0	39,6
Investissements/CAHT	% 3,0	3,3	3,1	3,3	3,1
VAHT/CAHT	% 31,9	26,1	31,0	25,6	27,4
EBE/VAHT	% 21,7	27,1	22,5	27,7	25,8
Charges financières/VAHT	% 4,2	9,2	5,0	9,7	7,7
Investissements/VAHT	% 9,3	12,6	9,9	12,9	11,3
CAF/VAHT	% 13,1	20,2	13,0	21,8	17,9

* y compris les entreprises de taille non significative.

Champ : entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière, hors agroalimentaire.

Source : Sessi - EAE 2004.

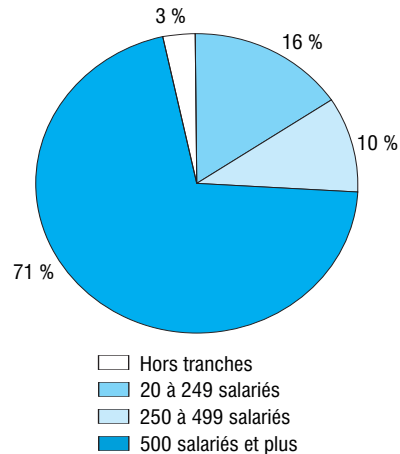
2 - Répartition des PMI par grand secteur en 2004



Champ : entreprises de 20 à 249 salariés de l'industrie manufacturière hors agroalimentaire.

Source : Sessi - EAE 2004.

4 - Les exportations des entreprises industrielles selon leur taille en 2004



Source : Sessi - EAE 2004.

3 - Le recours au crédit-bail selon la taille des entreprises

	2000	2001	2002	2003	2004
20 à 49 salariés	16,5	16,5	16,1	16,1	15,6
50 à 99 salariés	13,1	15,0	15,0	14,5	14,6
100 à 249 salariés	9,9	8,2	11,0	10,1	9,6
PMI (20 à 249 salariés)	11,2	10,9	11,9	11,4	12,6
250 à 499 salariés	5,5	6,8	6,6	7,8	6,5
500 salariés et plus	4,1	1,4	2,0	2,2	1,0
Grandes entreprises (250 salariés et plus)	4,2	2,3	2,7	3,0	1,9

Champ : entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière (hors IAA).

Source : Sessi - EAE.

7.E Les très petites entreprises industrielles et les artisans

Les très petites entreprises représentent près du dixième de l'industrie

Les très petites entreprises industrielles* (TPEI), c'est-à-dire celles ayant moins de 20 salariés et moins de 6 M€ de chiffre d'affaires, représentent environ 12 % des effectifs de l'industrie, mais seulement 8 % de la valeur ajoutée et moins de 3 % des immobilisations corporelles.

Une grande majorité d'artisans

Près de 90 % de ces entreprises sont inscrites au « répertoire des métiers ». Cependant, de nombreux artisans* pouvant être inscrits tout en ayant une activité économique très marginale (prise de retraite, arrêt momentané de l'activité...), les dénombrements issus des diverses sources administratives sont à interpréter avec prudence.

Des métiers d'art à la sous-traitance de proximité

Généralement orientées vers des productions portant sur des volumes réduits et des processus peu mécanisés, les petites entreprises sont peu nombreuses dans les secteurs capitalistiques ou de haute technologie.

Dans les biens de consommation, elles sont bien implantées dans certains « métiers d'art » du livre, de l'habillement, du meuble...

Dans les biens d'équipement, elles sont surtout présentes dans des activités associées à la réparation (machinisme agricole...) ou à caractère très spécifique (moules et modèles, appareils médicaux...).

Dans les biens intermédiaires, elles sont moins spécialisées. Fréquentes dans le travail du bois et des métaux, le papier-carton ou les matériaux, elles dépendent souvent d'une clientèle de proximité et travaillent en sous-traitance.

Ainsi, dans l'industrie, l'artisan et la TPEI ne sont pas toujours « indépendants ». Outre la sous-traitance, près de 10 % des emplois relèvent de groupes et, pour le quart d'entre eux, de groupes de plus de 250 salariés. Parmi

ces TPEI, il faudrait cependant isoler certaines activités, telles les filiales d'investissement, qui n'ont rien à voir avec l'artisanat industriel.

Des marchés de proximité, mais peu de spécificités régionales

Les TPEI étant souvent tournées vers les marchés locaux, elles sont avant tout présentes dans le travail des métaux, en termes d'emploi, dans de nombreuses régions. Le secteur de l'édition vient en deuxième position dans la majorité des régions mais arrive de loin en premier en Île-de-France. Viennent ensuite diverses activités de fabrication : meubles, articles métalliques, matériaux, articles en bois, appareils médicaux, machines diverses... À l'exception du machinisme agricole, bien représenté dans le Grand-Ouest et le Bassin parisien, les spécificités régionales sont faibles.

Des salariés plus jeunes mais moins qualifiés et moins bien rémunérés

Les effectifs de ces petites entreprises ont reculé dans presque tous les secteurs où elles sont bien représentées. Ce recul ayant été supérieur à celui des entreprises de 20 salariés et plus, leur poids relatif dans l'industrie s'effrite légèrement.

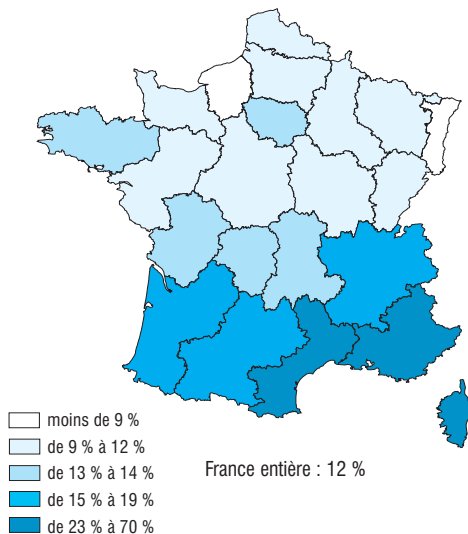
Les TPEI emploient, proportionnellement, beaucoup plus de jeunes que les plus grandes. Elles regroupent à elles seules près de la moitié des apprentis de l'industrie. Elles emploient beaucoup plus de personnels administratifs et commerciaux et un peu moins de personnels de production. Le recours à des ouvriers non qualifiés n'y est pas plus fréquent. Les cadres techniques sont moins nombreux car les chefs d'entreprise participent à l'encadrement de la production.

Pour un secteur donné, les salaires horaires sont sensiblement différents. À qualification et sexe égaux, ces écarts sont souvent compris entre 8 % et 15 %. Ils ne s'expliquent ni par la structure d'âge ni par un effet des 35 heures spécifique aux petites entreprises. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- « Les chiffres clefs des TPE », *Chiffres clés*, DCASPL, février 2005.
- « Les chiffres clefs de l'Artisanat », *Chiffres clés*, DCASPL, octobre 2005.
- pour ces deux ouvrages, voir : <http://www.pme.gouv.fr/economie/index-d.htm>
- répertoire Sirene : http://www.sirene.tn.fr/pages/utiliser_bdd.asp?contenu=marche

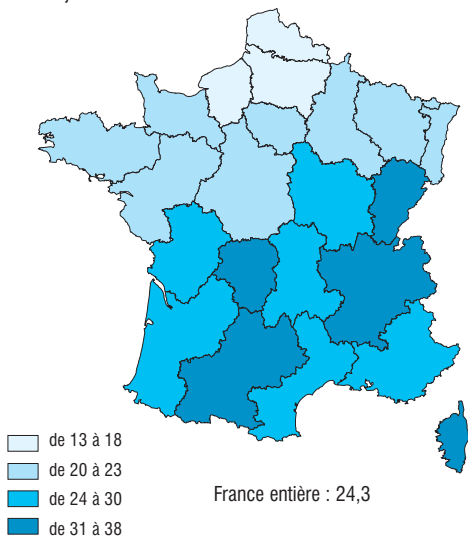
1 - Poids des TPEI dans l'emploi industriel



Source : Insee - DADS 2003.

2 - Nombre d'artisans pour 10 000 habitants

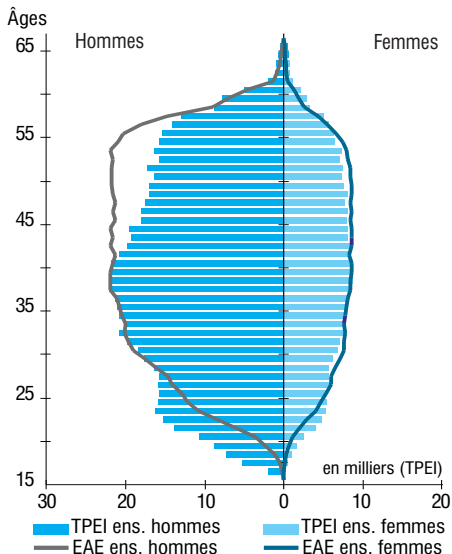
au 1er janvier 2005



Source : DCASPL, répertoire Sirene des entreprises artisanales.

3 - Les salariés des entreprises industrielles

Répartition des effectifs réduits et normés



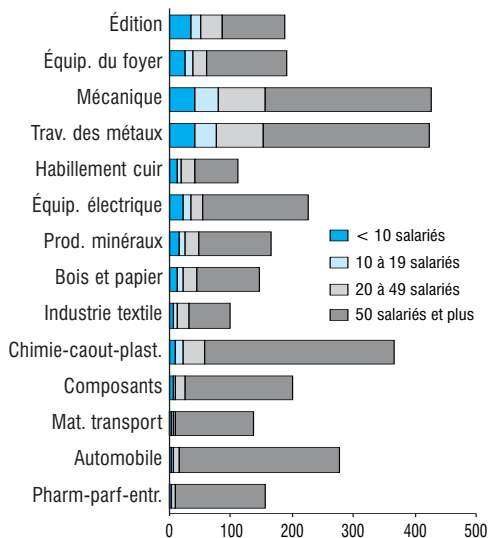
Champ : TPEI (très petites entreprises) : entreprises industrielles de moins de 20 salariés.

Champ : EAE (enquête annuelle d'entreprise) : entreprises industrielles de 20 salariés et plus.

Source : Insee - DADS 2003.

4 - Effectifs par taille des entreprises industrielles (secteurs classés selon le poids décroissant des TPEI)

milliers d'emplois



Sources : Insee - Sirene - DADS, Sessi 2003

7.F Les créations et les défaillances d'entreprises industrielles

En 2005, 317 000 entreprises ont été créées dans l'ensemble de l'économie, soit une baisse de 1 % par rapport à l'année précédente. Après cinq ans de stagnation et une forte hausse de 2002 à 2004, le nombre de créations* d'entreprises se stabilise à un niveau élevé. Ainsi, les effets des mesures prises depuis quelques années pour faciliter les créations d'entreprises perdurent en 2005. Cette hausse concerne surtout des microentreprises : 83 % des créations sont sans salarié au démarrage et 54 % sont des personnes physiques (61 % en 2000). 71 % ne disposent pas de moyens de production pré-existants, ce sont des créations dites « pures ».

Dans l'industrie les créations d'entreprises plafonnent en 2005, après deux années de hausse

Dans l'industrie, les créations pures avaient été vigoureuses en 2004 (figure 3), avec une hausse de 9 % dans le secteur manufacturier non alimentaire (contre 12 % dans le reste de l'économie, mais 22 % dans la construction et 15 % dans les services aux entreprises).

En 2005, le nombre de créations rechute (- 6 % hors IAA) renouant, après deux années de hausse, avec la tendance des années 1995-2002.

Les entreprises industrielles ne représentent qu'une faible part des créations. Les entreprises industrielles étant généralement plus capitalistiques, leur création demande la mobilisation de plus de moyens que dans les services aux entreprises. Les taux de création sont particulièrement faibles dans l'automobile, mais aussi dans les biens d'équipement ou les biens intermédiaires (figure 1).

Des créations moins nombreuses mais plus pérennes et bénéficiant souvent d'aides publiques

Les premières années sont décisives car une entreprise nouvelle sur deux disparaît au bout de cinq ans. Dans l'industrie, la part des entreprises survivantes au bout de cinq ans est plus élevée. En effet, l'industrie dispose de certains facteurs qui favorisent la survie : capital initial plus élevé, accès au crédit bancaire ou aux aides publiques...

La reprise d'une entreprise, de ses actifs et de sa clientèle, favorise également la survie. Or, les créations pour reprise baissent en 2005 dans les secteurs industriels (- 7,2 % par rapport à 2004) plus fortement que dans le reste de l'économie.

Le profil du créateur est important : les cadres supérieurs et les créateurs issus d'un milieu entrepreneurial ont plus de chance de succès que les chômeurs ou les inactifs. Cependant, l'industrie n'attire que 5 % des anciens cadres et jeunes diplômés créateurs d'entreprises.

Une conjoncture favorable est aussi un facteur de survie : la mortalité des jeunes entreprises a été moins forte pour les créations pures de 1998 que pour celles de 1994 (figure 2).

La reprise économique de 2004 entraîne un reflux des défaillances

Pour la deuxième année consécutive, le nombre de défaillances* d'entreprises baisse en 2005 dans l'industrie hors agroalimentaire (figure 4). ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- « En 2005, les créations d'entreprises se maintiennent à un haut niveau », *Insee Première*, n° 1063, janvier 2006.
- « Nouvelles entreprises, cinq ans après : l'expérience du créateur prime sur le diplôme », *Insee Première*, n° 1064, janvier 2006.

Voir aussi les Insee-Première n° 975 sur les repreneurs et n° 917 sur les emplois créés : http://www.insee.fr/fr/ppp/publications/collect_doc.asp?coll=1&paru=1&avis=1&pres=1

- « Créations et créateurs d'entreprises, enquête Sine* », *Insee Résultats*, n° 16 et 19, août et décembre 2004. Accès aux Insee résultats : http://www.insee.fr/fr/ppp/publications/collect_doc.asp?coll=4&paru=1&avis=1&pres=1

1 - Taux de création d'entreprises

	2002	2003	2004	2005	%
Industries agroalimentaires	9,3	9,4	10,8	11,6	
Industrie (hors IAA)	7,1	7,5	7,9	7,5	
Biens de consommation	8,5	9,0	9,7	9,2	
Biens d'équipement automobile	6,3	6,3	6,7	6,4	
Biens intermédiaires et énergie	5,9	6,4	6,6	6,4	
Industrie, commerce, services	10,9	11,7	12,4	12,1	

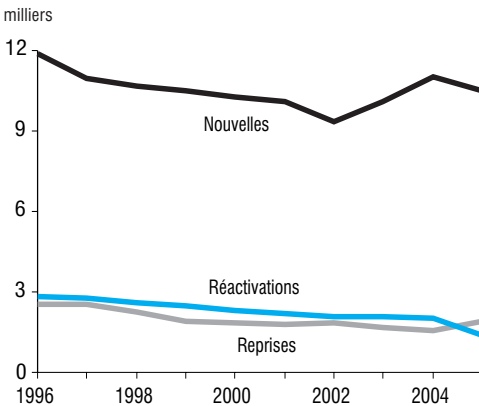
Source : Insee - répertoire Sirene.

2 - Créations d'entreprises et taux de survie

	Créations en 2005 (nombre)	Taux (%) de survie des créations			
		de 1994		de 1998	
		à 3 ans	à 5 ans	à 3 ans	à 5 ans
Agroalimentaire	7205	67,4	57,2	70,4	58,2
Industrie n.c. IAA	13 803	61,6	50,0	68,4	54,5
Industrie, commerce, services	317 917	57,9	45,8	63,4	50,8

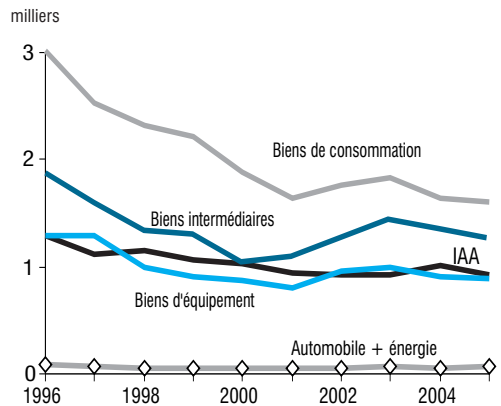
Source : Insee - répertoire Sirene.

3 - Créations d'entreprises dans l'industrie non agroalimentaire



Source : Insee - répertoire Sirene.

4 - Défaillances d'entreprises



Source : Insee - répertoire Sirene et Bodacc.

7.G Les établissements industriels

En France, un établissement sur dix exerce une activité industrielle

Au 1^{er} janvier 2004, l'industrie, le commerce et les services (hors agriculture et activités financières) totalisaient trois millions d'établissements, soit une hausse de 2,2 % par rapport à l'année précédente. Dans leur grande majorité, ces établissements sont de très petite taille : neuf sur dix ont moins de dix salariés. Ces petits établissements sont très répandus dans le tertiaire, plus particulièrement dans le commerce et les services aux particuliers. Les très grands établissements de plus de 2 000 salariés appartiennent presque exclusivement à l'industrie non alimentaire et aux transports. Ils sont très rares dans les activités immobilières, la construction ou les industries agroalimentaires.

Un établissement français sur dix exerce une activité industrielle au sens large, y compris agroalimentaire et énergie (figure 1). Les établissements industriels sont, en moyenne, de plus grande taille que ceux des autres secteurs : seuls 41 % d'entre eux n'emploient aucun salarié, contre 56 % dans l'ensemble du système productif.

Dans l'industrie, neuf établissements sur dix ont une activité de production

Début 2004, dans l'industrie hors énergie, 23 842 entreprises emploient 20 personnes et plus. Elles regroupent 43 770 établissements producteurs. Deux firmes sur trois n'ont qu'un seul établissement. Une entreprise sur vingt seulement en détient plus de quatre. Le secteur d'activité n'a guère d'influence sur le nombre d'établissements (figure 2).

Plus de salariés dans les établissements des secteurs capitalistiques

Début 2004, les établissements industriels producteurs emploient, en moyenne, 65 personnes. En raison d'un processus de production lourd, certaines activités exigent une plus grande concentration de personnel sur un même site : dans l'industrie automobile, les établissements emploient en moyenne 263 personnes, dans la construction navale, aéronautique et ferroviaire, 240 personnes. À l'inverse, dans les industries traditionnelles de main-d'œuvre, les unités de production sont généralement de petite taille. Ainsi, les établissements producteurs de l'habillement et du cuir emploient en moyenne 45 personnes, ceux de l'imprimerie et de l'édition, 34 personnes. L'industrie des produits minéraux, bien que capitalistique, repose sur des établissements de taille relativement modeste, avec 28 personnes en moyenne (figure 3).

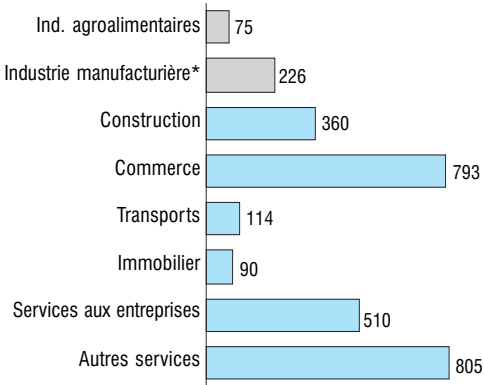
La part dans l'emploi industriel régional des grandes unités de production de 250 salariés et plus est très élevée en Alsace, Auvergne, Haute-Normandie, Île-de-France et Lorraine (figure 4). ■

Pour en savoir plus

- *L'annuaire statistique de la France*, Insee, édition 2006 (cédérom).
- « L'industrie dans les régions », Sessi, édition 2005-2006.
- http://www.industrie.gouv.fr/portail/chiffres/publi_detail.php?id=157
- Van Puymbroeck C. « Un salarié sur deux d'un grand établissement travaille encore dans l'industrie », *Insee Première*, n° 915, juillet 2003.
- <http://www.insee.fr/fr/ppp/collections.htm>

1 - Répartition des établissements selon leur activité en 2004

en milliers

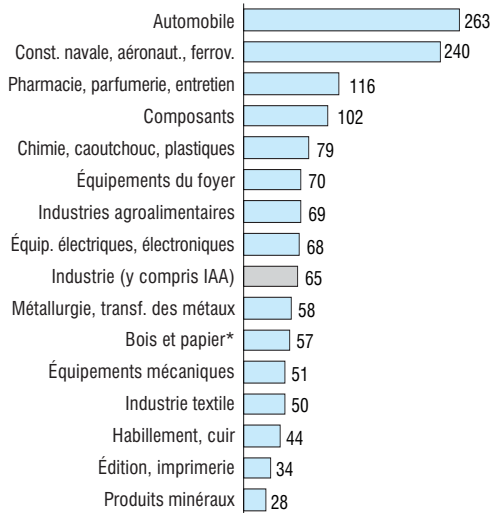


*y compris énergie.

Source : L'annuaire statistique de la France, cédérom, Insee, édition 2006.

3 - Effectif salarié moyen des établissements d'entreprises industrielles en 2004 selon le secteur d'établissement

en nombre



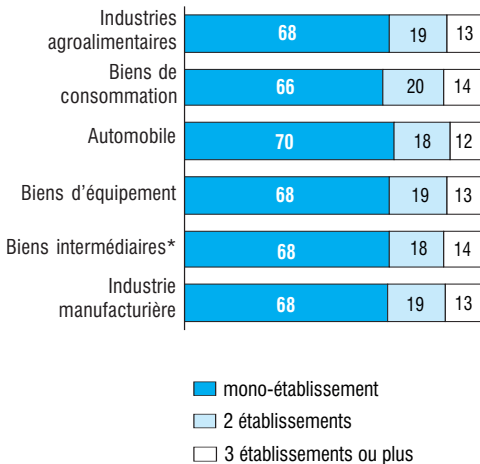
*y compris le sciage et rabotage du bois (secteur 201A).

Champ : établissements producteurs des firmes de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière (y compris IAA).

Source : Scees, Sessi - EAE 2004.

2 - Répartition des entreprises industrielles selon le nombre d'établissements en 2004

en %



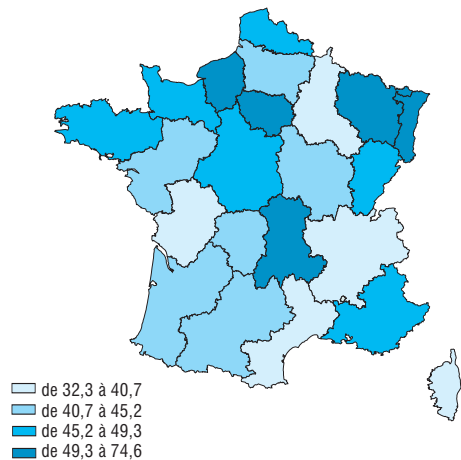
* y compris le sciage et rabotage du bois (secteur 201A).

Champ : entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière (y compris IAA).

Source : Scees, Sessi - EAE 2004.

4 - Poids des grands établissements* dans l'emploi industriel des régions

en %



* 250 salariés et plus

Champ : établissements producteurs des firmes de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière (y compris IAA).

Source : Scees, Sessi - EAE 2004.

7.H La sous-traitance dans l'industrie

Trois entreprises industrielles sur quatre achètent des produits dans le cadre d'un contrat de sous-traitance* industrielle. Cependant la sous-traitance recouvre des comportements économiques différents selon qu'il s'agit d'une sous-traitance dite de « spécialité* » (recours à une compétence technique extérieure) ou de « capacité* » (recherche de flexibilité). La distinction reste cependant délicate.

La sous-traitance s'est développée depuis dix ans

La part de la sous-traitance dans l'activité des entreprises a progressé. Les firmes se sont recentrées sur leur cœur de métier et les achats des industriels ont augmenté bien plus vite que leur production (+ 4,9 %, contre + 3,6 % par an, de 1997 à 2001). De plus, avec la mondialisation des échanges, elle se développe rapidement au niveau international (voir fiches 4E et 5A sur les importations venant des nouveaux États membres et des pays émergents).

La sous-traitance de spécialité a crû, surtout dans les biens d'équipement, mais celle de capacité a reculé de 2001 à 2003

L'achat des biens produits sur spécifications techniques a augmenté, en particulier dans les secteurs des biens d'équipement comme la construction aéronautique et dans l'automobile.

De plus, avec la croissance des années 1995-2000, les entreprises ont dû faire appel à l'extérieur pour honorer leurs commandes. La période 2001-2003 marque une rupture. Avec le recul de la production industrielle, la sous-traitance se contracte plus rapidement que l'activité, surtout celle de capacité.

Tous les secteurs ne sont cependant pas touchés avec la même ampleur. Dans les biens d'équipement et les biens intermédiaires, les sous-traitances de capacité et de spécialité se contractent ensemble. Dans les biens de consommation, la sous-traitance de capacité, certes peu pratiquée, est la principale affectée, alors que celle de spécialité continue de croître. Enfin, dans l'industrie automobile, le *stop and go* a surtout affecté la sous-traitance de spécialité.

En 2004, rebond de la sous-traitance reçue

Les industriels ont sous-traité 56 milliards d'euros d'achats industriels en 2004 (+ 1 %). Si les achats de sous-traitance industrielle des PMI restent quasiment stables, ceux des grandes entreprises progressent en raison de la croissance élevée de l'activité dans l'automobile et dans la construction aéronautique.

Malgré une reprise des ventes de 4 %, la croissance de la sous-traitance reste limitée car les industriels ont d'abord mobilisé leurs capacités de production sous-utilisées dans de nombreux secteurs traditionnellement demandeurs de prestations comme la chimie, la plasturgie, le caoutchouc et la métallurgie. Avec 69 milliards d'euros de sous-traitance reçue, le rebond (+ 6 %) a été bien plus rapide pour les preneurs d'ordres. Situées en amont (biens intermédiaires et équipementiers de l'automobile), les 7 000 firmes concernées sont essentiellement des PMI pour lesquelles la prise d'ordres est vitale car cette dernière représente les deux tiers de leurs ventes (contre moins du quart pour les grandes entreprises). ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
 - Montagnier P. : « La sous-traitance industrielle - un repli plus net que celui de l'activité », *Le 4 Pages*, Sessi, n° 209, août 2005.
 - Souquet C. : « La sous-traitance internationale, l'Europe, partenaire privilégié », *Le 4 Pages*, Sessi, n° 205, juin 2005.
- pour ces deux « 4 Pages du Sessi » voir : http://www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/4pages/sb_2006.htm
- Brion P. et Mauguin J. : « La sous-traitance réalisée par les petites entreprises industrielles », *Insee Première* n° 964, mai 2004.
 - « La sous-traitance industrielle en chiffres » (métaux, plastiques, caoutchouc, électronique), *Chiffres clés Production industrielle* (hors série), Sessi, édition 2005.
- http://www.industrie.gouv.fr/portail/chiffres/publi_detail.php?id=13

1 - La sous-traitance industrielle confiée selon la taille des entreprises en 2004

	Donneurs d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité / sous-traitance industrielle en %
	nombre	en %	en G€	répartition par taille en %	en % de la production	
PMI (20 à 249 salariés)	13 246	73,7	11,3	20,3	7,4	75,6
Grandes entreprises (250 salariés et plus)	1 576	83,7	41,2	73,9	10,7	52,1
Hors tranches	506	92,7	3,2	5,8	13,3	70,8
Total	15 328	75,1	55,7	100,0	9,9	58,0

Source : Sessi - EAE.

2 - La sous-traitance industrielle confiée selon le secteur d'activité en 2004

	Donneurs d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité / sous-traitance industrielle en %
	nombre	en %	en G€	répartition sectorielle en %	en % de la production	
Biens de consommation	3 310	72,3	8,7	15,6	7,7	85,3
Habillement, cuir, industries diverses	805	71,1	1,7	3,1	14,3	71,9
Édition, imprimerie, reproduction	1 267	78,0	3,0	5,3	12,1	92,4
Pharmacie, parfumerie, entretien	400	70,1	3,0	5,4	5,5	94,2
Industries des équipements du foyer	838	67,3	1,0	1,7	4,5	60,0
Industrie automobile	427	78,8	15,9	28,6	14,9	14,1
Biens d'équipement	4 129	82,3	20,1	36,0	17,3	71,5
Construction navale, aéronautique, ferroviaire	281	88,1	9,7	17,4	33,1	60,8
Biens d'équipement mécanique	3 035	83,4	6,7	12,0	12,3	77,8
Biens d'équipement électrique et électronique	813	76,6	3,7	6,6	11,5	88,2
Biens intermédiaires	7 462	72,6	11,0	19,8	4,9	75,0
Industrie des produits minéraux	664	55,0	1,1	2,0	4,5	88,0
Industrie textile	716	68,6	1,0	1,8	9,1	73,7
Industries du bois et du papier	809	64,9	0,5	1,0	2,3	76,6
Chimie, caoutchouc, plastique	1 530	68,3	3,3	5,9	4,4	74,7
Métallurgie et transformation des métaux	3 052	83,5	3,6	6,5	5,9	76,6
Industries des composants électriques et électroniques	691	78,3	1,5	2,6	4,8	62,2
Ensemble industrie manufacturière	15 328	75,1	55,7	100,0	9,9	58,0

Source : Sessi - EAE.

3 - La sous-traitance reçue selon le secteur d'activité et la taille des entreprises en 2004

	Preneurs d'ordres		Chiffre d'affaires concerné			
	nombre	en %	en G€	répartition en %	en % du CAHT des preneurs d'ordres	en % du CAHT total
<i>Secteur</i>						
Biens de consommation	1 242	27,1	12,5	18,1	42,1	9,4
Industrie automobile	119	22,0	5,2	7,5	6,3	4,6
Biens d'équipement	1 377	27,4	9,7	14,0	26,9	7,7
Biens intermédiaires	4 350	42,3	41,7	60,3	62,1	16,8
<i>Taille</i>						
PMI	6 445	35,8	30,2	43,6	66,3	18,5
Grandes entreprises	587	31,2	38,2	55,3	22,8	8,9
Hors tranches	56	10,3	0,8	1,1	28,4	3,0
Ensemble industrie manufacturière	7 088	34,7	69,2	100,0	32,0	11,1

Source : Sessi - EAE.